

**Colloque : Approches critiques de la « transition énergétique » dans les sciences
humaines et sociales (ACTESHS)**

9 et 10 juin 2016, Université de Strasbourg

Présenté comme un des défis majeurs du monde contemporain, l'impératif de « transition énergétique » cristallise de nombreuses préoccupations liées aux enjeux environnementaux et climatiques. Impliquant « un ensemble de changements attendus dans les manières de produire, de consommer et de penser l'énergie » (Cacciari *et al.*, 2014), cette focale sur une « transition énergétique » interroge alors tant dans sa forme que sur ses objectifs. À travers les sciences humaines et sociales (SHS), un champ de recherche autour de l'objet « énergie » est en voie de constitution, comme en témoigne la tenue de plusieurs colloques et journées d'étude¹ ainsi qu'une production scientifique récentes ayant pour cible l'énergie ou la « transition énergétique » (Christen et Hamman, 2015 ; Lejoux et Ortar, 2013 ; Scarwell, Leducq et Groux, 2015 ; Subrémon, 2014 ; Zélem et Beslay, 2015). En raison de la nature de ces recherches, souvent réalisées en lien avec des commanditaires privés ou publics, les SHS sont sollicitées pour leur capacité d'expertise censée apporter des « solutions » aux enjeux énergétiques futurs : en matière de production, de consommation, de rapport à l'environnement, etc. Nombre de ces analyses se focalisent alors sur des enjeux d'« acceptation sociale » en lien avec une préoccupation historique sur les aspects technologiques (Labussière, Nadaï, 2015). Deux interrogations peuvent naître du développement de ce champ de recherche.

Le premier questionnement s'adresse à la notion de « transition énergétique » elle-même, parfois mise au pluriel. Celle-ci semble apparaître comme une évidence normative pour les acteurs institutionnels et certains chercheurs. Même si des divergences peuvent persister dans sa définition, les options convergent le plus souvent vers des politiques de « sobriété » ou d'« efficacité » énergétique et une société où l'usage des énergies carbonées irait en décroissant. Or, en se voyant désigner d'emblée un objectif à atteindre, le chercheur ne risque-t-il pas de préjuger des pratiques et représentations étudiées sous le seul filtre de leur conformité à un ordre énergétique sobre souhaitable et souhaité ? N'y aurait-il pas plutôt matière à prendre en compte l'existence de plusieurs scénarios possibles, qui s'affrontent et

¹ Citons par exemple, en 2015, l'organisation à un mois d'intervalle de deux colloques internationaux d'envergures : *Les sciences sociales et la transition énergétique* (Grenoble, mai 2015) et les secondes *Journées internationales de la sociologie de l'énergie* (Tours, juillet 2015).

qui sont autant « de gestes sociaux et politiques » divergents au regard des enjeux climatiques et énergétiques (Labussière, Nadaï, 2015, p.38) ? La notion de « transition énergétique » apparaîtrait alors davantage comme « un outil historique » (Mélosi, 2010, p.46) que comme un horizon normatif à atteindre. Son avènement, loin de se placer dans un processus de rupture, s'expliquerait aussi par la concurrence et la recomposition (et non la disparition) de différents cadres de référence concernant la vision de l'avenir énergétique et les chemins qui y mènent. Par exemple, en replaçant la notion de « transition énergétique » dans son processus de construction socio-historique, il serait possible d'observer de quelle manière elle a pu se substituer ces dernières années à l'expression « développement durable » dans de nombreux projets territoriaux, tout comme dans certaines manifestations scientifiques, interrogeant parallèlement les modes d'évolution et la retraduction de ces enjeux, tout en questionnant leur appropriation par les chercheurs en SHS.

La seconde interrogation naît de la croissance des productions scientifiques en SHS sur le thème de l'énergie². Si cette croissance représente un effort indéniable du monde de la recherche, soulignant la vitalité du thème, les avancées restent difficilement mesurables ou appréciables. Il faut sans doute y voir la conséquence de l'éclatement des recherches en la matière en de nombreuses sous-thématiques (production, habitat, consommation, marché), mais aussi de l'existence d'une pluralité d'approches du thème, ainsi que de l'absence d'une communauté scientifique encore bien identifiée, au moins à l'échelle française. Ce manque de clarté est préjudiciable à une montée en robustesse du champ, au moins pour deux raisons. Premièrement, la dispersion de ce qui n'est pas encore un champ ou un sous-champ de recherche se joue en l'absence d'une réflexion solide sur l'énergie en tant qu'objet de recherche, mise à profit le plus souvent en tant que thème d'investigation ou analyseur d'autres phénomènes sociaux (comme la stratification sociale des consommations, le renouvellement urbain). En France, les travaux proposant une dimension « épistémologique » autour de l'énergie sont soit datés d'une vingtaine d'années au moins (Bovay, 1988 ; Desjeux, 1996) et correspondent à un rapport à l'énergie différent de celui-ci qu'on observe actuellement, soit relèvent d'autres champs de recherche et pourraient faire l'objet d'une réflexion plus approfondie sur leur transposabilité (De Certeau, 1990 ; Kauffman, 1988). Tout

² Nous faisons ici référence aux productions de SHS se situant dans la période des années 2000. Jérôme Cihuelo, Arthur Jobert et Cathérine Grandclément (2015) soulignent que ces travaux s'inscrivent dans une « nouvelle vague » de recherche en sciences sociales de l'énergie, se démarquant de celle consécutive aux chocs pétroliers des années 1970.

cela participe à entretenir un certain flou sur l'énergie en tant qu'objet pour les SHS et ne favorise ni l'intelligibilité des résultats de la recherche pour le public, ni leur cumulativité. Deuxièmement, ces recherches s'affranchissent parfois d'approches éprouvées et solidifiées par les SHS. Ainsi, les enquêtes relatives à la consommation d'énergie ne prennent que rarement appui sur d'autres sociologies de la consommation, comme la consommation alimentaire (l'absence quasi constante de référence à Maurice Halbwachs ou à d'autres travaux de référence en la matière en est un indicateur), revenant à présenter des résultats déjà bien documentés ailleurs, plutôt que, par exemple, de proposer une mise en perspective entre différents sous-champs de la consommation. Souvent, aussi, c'est une sociologie « des usages » ou « de la pratique », dont les tenants épistémologiques et méthodologiques restent peu explicités dans les comptes rendus de recherche, qui fait office de grille de lecture, avec une focale sur la sphère individuelle offrant peu de place à une approche en matière d'inégalités sociales³, de conditions d'existence ou encore à des histoires de vie précisément documentées et restituées dans des dimensions structurantes (rapport de classe/race/genre). Autre exemple, les enquêtes relatives aux « bâtiments économes » adoptent le plus souvent le cadre de la sociologie de l'innovation, de la diffusion⁴ ou des organisations. On pourrait pourtant proposer d'autres approches sur ce thème, telle que la sociologie des groupes professionnels. Enfin, à propos de la territorialisation des systèmes et des installations énergétiques, les recherches se centrent principalement sur les conflits ou les mésusages qu'entraîne la venue de nouveaux objets techniques dans l'environnement quotidien des populations. Cette focale néglige ainsi les formes de stabilités qui peuvent s'observer dans l'implantation de nouveaux systèmes énergétiques. Les continuités historiques, sociales ou politiques, mais aussi les régulations mises en œuvre par les pouvoirs publics et les opérateurs, pourraient à ce titre contribuer à indiquer la permanence d'ordres sociaux auxquels l'énergie peut prendre part. Enfin, les recherches portant sur les mobilisations environnementales associées aux enjeux énergétiques, en observant avant tout les scènes publiques d'affrontements et les arguments qui s'y déploient, minimisent souvent les relations de domination, de soumission ou de résistance qu'entretiennent les groupes sociaux entre eux

³ Même si le prisme des inégalités sociales en matière de consommation d'énergie n'est pas commun dans les recherches portant sur l'espace occidental, il existe bien une littérature sur les inégalités Nord-Sud en la matière. Dans une perspective intra-occidentale, c'est en grande partie la référence à la « précarité énergétique », plus individualisante, qui s'est imposée et a permis d'introduire la question de la justice environnementale.

⁴ Cihuelo, Jobert et Grandclément identifient, eux aussi, un découpage dichotomique de ce champ de recherche entre une approche dite « management de la transition » et une approche dite « théorie de la pratique » (2015).

et qui participent tout autant, si ce n'est davantage, aux phénomènes de rejet ou d'appropriation des systèmes installés. Aussi, sans dénier l'intérêt des démarches les plus courantes, voire dominantes, en la matière, il y a bien lieu de se demander si d'autres formes de sociologie(s) autour de l'énergie sont possibles, voire, plus radicalement, de questionner la pertinence des approches actuelles.

Axes du colloque

Autour de ces deux problématiques, c'est une ambition croisée qui porte ce colloque : interroger la notion de « transition énergétique » tout en ouvrant la boîte noire des cadres théoriques et des approches actuellement dominantes sur le thème de l'énergie en France. Il s'agit donc de remettre en perspective des objets de recherche à partir d'un travail critique, ceci au sens de l'actualisation du savoir.

Pour nourrir cette ambition, trois axes thématiques viendront structurer le colloque :

Axe 1 : *La « transition énergétique » par-delà l'approche normative : grille d'analyse ou concept piège ?*

Le concept de « transition énergétique » semble devenir un lieu commun de la pensée politique et médiatique, mais il ne va pas sans poser de nombreux problèmes de définition aux SHS. Seuls quelques auteurs⁵, comme Martin Melosi (2006), le traitent d'une manière décalée et systématique, critiquant les définitions substantialistes du phénomène, en proposant d'utiliser la notion comme un outil d'analyse et ainsi d'en révéler en quelque sorte le caractère arbitraire. À partir de cette approche, on peut questionner la prédominance, en particulier dans les travaux scientifiques portant sur le domaine du bâtiment, d'une approche instrumentale axée sur l'« efficacité » des politiques, qui se décline en termes d'acceptabilité pensée sous l'angle de « freins » et de « leviers », soit de « résistance au changement » ou d'« acceptation du changement ». Quelles approches alternatives pourraient être adoptées, en faisant par exemple appel à d'autres types de sociologie, afin d'analyser des situations où l'objet « énergie » est important ? Que nous apprennent les cadres de recherche et les entrées choisies au sein des études portant sur l'« énergie » de l'implication des SHS dans ce champ ? Quelles sont les origines et la construction socio-historique du concept de « transition énergétique » et

⁵ Par exemple, dans un numéro spécial consacré aux liens entre enjeux urbains et transitions énergétiques, Jonathan Rutherford et Olivier Coutard (2014) critiquent la notion de transition énergétique dans sa vision monolithique en invitant plutôt à saisir la complexité et les particularités locales des rapports à l'énergie.

de la focale sur la dimension énergétique parmi d'autres enjeux environnementaux ? Cet axe du colloque accueillera des communications interrogeant la notion elle-même et d'autres qui s'en servent à la manière d'une grille d'analyse et non d'une réalité qui s'impose en soi.

Axe 2 : *De la production à la consommation d'énergie, un objet d'étude introuvable ?*

Si les politiques publiques tentent d'englober, voire de relier, avec plus ou moins d'efficacité, les deux entrées de la production et de la consommation d'énergie (Plan climat énergie territorial ; directives européennes ; Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie ; Agenda 21, etc.) de la même manière que la sociologie de l'énergie a souhaité délimiter son champ de recherche à partir de ce bornage, force est de constater la séparation qui s'opère entre production et consommation lorsque les SHS sont confrontées au thème de l'énergie. La division en chapitres des ouvrages collectifs, ou en ateliers thématiques lors des séminaires et congrès, fractionne une thématique que les volontés politique et scientifique voudraient unifier. Seules, peut-être, les études récentes sur les « réseaux intelligents de distribution d'énergie » (Kempf, 2014) pourraient, à partir de l'observation d'un dispositif dont l'objectif est justement d'articuler ces deux dimensions, répondre à cet impératif. Néanmoins, le tropisme lié à la commande sociale autour de ce thème a davantage focalisé l'attention sur les usagers et, par conséquent, moins sur les concepteurs (Poumadère *et al.*, 2015 ; Draetta *et al.*, 2015). Cette séparation recoupe-t-elle finalement une segmentation institutionnelle et organisationnelle de l'État que des agences, comme l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ont bien du mal à réarticuler ? Les approches par les institutions et les pratiques, elles-mêmes encastrées dans des systèmes institués, condamneraient-elles les SHS à reproduire cette division du champ ? Si oui, quelles pistes de recherche permettraient de dépasser cette difficulté ? Quels nouveaux angles d'observation « transversaux » pourraient être soumis aux questions énergétiques pour dépasser cet écueil ? Si consommation et production d'énergie renvoient à des phénoménologies différentes, comment discerner leur champ respectif et les éventuelles liaisons qui peuvent être établies entre elles ?

Axe 3 : *Un territoire absent ou un frein aux questions énergétiques ?*

Les politiques énergétiques font généralement référence à un cadre national voir transnational (européanisation des instruments, internationalisation des objectifs de réduction des GES), à partir duquel la question du local est souvent exclue ou n'est appréhendée qu'au travers des

délimitations politico-administratives dans lesquelles s'insèrent ces politiques publiques. Plus globalement, le territoire est ici principalement l'objet d'approches descendantes, que ce soit par les échelles et délimitations politico-administratives dans lesquelles s'administrent les politiques publiques de l'énergie, ou par des dispositifs d'action publique, qui promeuvent à partir de visions homogènes et normées l'émergence de solutions territoriales aux problèmes énergétiques. Le territoire apparaît finalement comme un levier d'action parmi d'autres, une variable dépendante dans la construction des rapports sociaux à l'énergie. La territorialisation des questions énergétiques ne serait dans leur grande majorité que le résultat d'impulsions venues du haut qui dépasseraient le strict cadre spatial de leur résolution⁶. Or, il semblerait au contraire que certaines relations à l'énergie n'ont d'autres sources que les rapports sociaux localisés qui ont participé à leur construction. Cette dernière se sédimenterait de manière singulière en chaque territoire en fonction de l'histoire sociale locale du rapport à l'énergie (localisation de formes de production et de consommations énergétiques, présence d'EDF ancienne ou encore active, régie locale de l'énergie). Trop souvent invisible aux cadres d'analyse des prescripteurs, la mise en évidence des rapports sociaux locaux à l'énergie demeure sans doute une des fonctions des SHS de l'énergie. Dès lors, quels sont les apports de monographies territoriales dans la description et l'analyse des dimensions nouées localement autour l'énergie ? Corrélativement, comment peut-on dépasser le régime de production scientifique de la collection des singularités auxquelles invitent les démarches monographiques ? Du cas à la comparaison, en passant par l'idéaltype ou la recherche de configurations similaires, quelles méthodes sont à inventer, ou plutôt à ressaisir, pour participer à la construction d'une science sociale de l'énergie (re)territorialisée ?

Modalités de soumission d'une proposition de communication

Les propositions de communication, de **4 500 signes maximum** (espaces compris), sont attendues pour le **18 janvier 2016**. Nous invitons les auteurs à faire des propositions se basant sur un travail de recherche en SHS et à expliciter leur terrain d'enquête, leurs matériaux, ainsi que la littérature sur laquelle ils s'appuieront.

⁶ Il existe cependant des initiatives territorialisées émanant de la société civile : territoire à énergie positive, écoquartiers, initiatives d'éco-villages ou d'expériences d'énergie partagée à l'échelle communale et intercommunale. Néanmoins, ces initiatives restent minoritaires et peu questionnées sous l'angle de la construction sociale de leur configuration.

Les propositions devront comporter (dans l'ordre suivant) un titre en français puis en anglais, cinq mots clés en français puis en anglais, le nom de l'auteur(e), son affiliation universitaire, et ses coordonnées complètes, et, enfin, le résumé de la proposition en français. Les propositions devront préciser le ou les axe(s) dans le(s)quel(s) la proposition s'inscrit. Toutefois, les propositions s'inscrivant dans la réflexion de l'appel sans forcément correspondre à l'un des trois axes seront également étudiées.

Les propositions sont à envoyer par courriel à l'adresse suivante : **acteshs2016@gmail.com**. Les auteurs recevront une réponse du comité scientifique le **15 février 2016**. Un texte complet (45 000 signes maximum, y compris les espaces, notes de bas de page et bibliographie) sera demandé aux communicants retenus pour **le 15 mai 2016**.

Une publication sous la forme d'un numéro de revue est envisagée en fonction de la qualité des présentations.

Dates et lieux du colloque : Université de Strasbourg, 9 et 10 juin 2016

Comité scientifique :

Bureau du CS :

Vincent Baggioni (LAMES, Aix-Marseille Université)

Céline Burger (HABITER, Université de Reims Champagne-Ardenne)

Joseph Cacciari (LAMES, Aix-Marseille Université)

Marie Mangold (SAGE, Université de Strasbourg)

Ludovic Morand (Centre Norbert Elias, EHESS Marseille)

Membres du CS :

Vincent Béal (SAGE, Université de Strasbourg)

Christophe Bouneau (CEMMC, Université Bordeaux 3)

Maximin Chabrol (ESPACE, Université d'Avignon)

Pierre Fournier (LAMES, Aix-Marseille Université)

Isabelle Hajek (SAGE, Université de Strasbourg)

Philippe Hamman (SAGE, Université de Strasbourg)

Olivier Labussière (PACTE, Université de Grenoble)

Denis Laforgue (LLSETI, Université de Savoie)

Johanna Lees (Centre Norbert Elias, EHESS Marseille)

François Mancébo (HABITER, Université de Reims Champagne-Ardenne)

Cesare Mattina (LAMES, Aix-Marseille Université)

Thomas Reverdy (PACTE, Université de Grenoble)

Éric Verdeil (EVS, Université de Lyon)

Marie-Christine Zélem (CERTOP, Université Toulouse-Le Mirail)

Bibliographie

Bovay C. (dir.), 1987, *Energie au quotidien. Aspects sociologiques et éthiques de la consommation d'énergie*, Genève, Labor et Fides.

Cacciari J., Dodier R., Fournier P., Gallenga G., Lamanthe A., 2014, « Observer la transition énergétique "par le bas". L'exemple des acteurs du bassin minier de Provence », *Métropolitiques* [en ligne].

Christen G., Hamman P., 2015, *Transition énergétique et inégalités écologiques : énergies renouvelables et implications citoyennes en Alsace*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, collection « Études alsaciennes et rhénanes ».

Cihuelo J., Jobert A., Grandclément C., 2015, *Énergie et transformations sociales. Enquêtes sur les interfaces énergétiques*, Paris, Lavoisier, Tec&Doc.

De Certeau M., 1990, *L'invention du quotidien*, Paris, Folio, essai. (Tome 1 et 2).

Desjeux D. (dir.), 1996, *Anthropologie de l'électricité. Les objets électriques dans la vie quotidienne en France*, Paris, L'Harmattan.

Draetta L., Delanoë A., Licoppe C., 2015, « Grid-Teams pour maîtriser la demande énergétique résidentielle. Une approche sociotechnique centrée sur l'utilisateur », in Zélem M.-C., Beslay C. (dir.) *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, CNRS Editions.

Kaufmann J., 1988, *La chaleur du foyer. Analyse du repli domestique*, Paris, Méridiens-Klincksieck.

Kempf O., 2014, « Stratégie des réseaux : le cas des réseaux électriques intelligents. », *Géoéconomie*, 2/69, p. 185-196.

Labussière O., Nadaï A., 2015, *L'énergie des sciences sociales*, Paris, Athéna.

Lejoux P., Ortar N. (dir.), 2013, « La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ? », *SHS Web of conferences*, Lyon, 21-22 octobre.

Melosi M., 2010, « Energy Transitions in Historical Perspectives », Nader L. (2010), *The Energy Reader*, Chichester, Wiley-Blackwell, pp. 45–60.

Poumadère M., Mays C., et al. , 2015, « Entre consommation durable et vie quotidienne. Les premiers balbutiements du compteur communicant en France et en Espagne », p 403-420.

Rutherford J., Coutard O., 2014, « Urban energy transitions: Places, processes and politics of socio-technical change », *Urban Studies*, vol.51, n°7.

Scarwell H., Leducq D. et Groux A., 2015, *Réussir la transition énergétique*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion.

Subrémon H. (dir.), 2014, *Usages de l'énergie dans l'habitat : la transition énergétique vue d'en bas*, Flux 2/2014 (N° 96).

Zélem MC, 2010, *Politiques de Maitrise de la demande d'énergie et résistances au changement*, L'Harmattan.

Zélem M.C et Beslay C. (dirs.), 2015, *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, CNRS Editions, coll : Alpha.